
Mémorandum du Président**Proposition de financement additionnel en faveur de
la
République de l'Ouganda
Projet national d'appui à la production d'huile de
palme**

Numéro du projet: 2000001484

Cote du document: EB 2025/146/R.5

Point de l'ordre du jour: 3 a) i) b) iii)

Date: 11 novembre 2025

Distribution: Publique

Original: Anglais

POUR: APPROBATION

Mesures à prendre: Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement additionnel telle qu'elle figure au paragraphe 63.

Questions techniques:

Mohamed El-Ghazaly
Directeur de pays
Division Afrique orientale et australe
courriel: m.el-ghazaly@ifad.org

Sara Mbago-Bhunu
Directrice régionale
Division Afrique orientale et australe
courriel: s.mbagobhunu@ifad.org

Table des matières

Résumé du financement	3
I. Contexte et description du projet	4
A. Contexte	4
B. Description du projet initial	4
II. Justification du financement additionnel	5
A. Raison d'être	5
B. Description de la zone géographique et des groupes cibles	6
C. Composantes, effets directs et activités	6
D. Coût, avantages et financement	8
III. Gestion des risques	12
A. Risques et mesures d'atténuation	12
B. Catégorie environnementale et sociale	14
C. Classement au regard des risques climatiques	15
IV. Exécution	15
A. Respect des politiques du FIDA	15
B. Cadre organisationnel	15
C. Suivi-évaluation, apprentissage, gestion des connaissances et communication stratégique	16
D. Modifications qu'il est proposé d'apporter à l'accord de financement	17
V. Instruments et pouvoirs juridiques	17
VI. Recommandation	17

Appendices

- I. Updated logical framework incorporating the additional financing
- II. Updated summary of the economic and financial analysis

Équipe d'exécution du projet

Directrice régionale:	Sara Mbago-Bhunu
Directeur de pays:	Mohamed El-Ghazaly
Responsable technique:	Robert Delve
Responsable des finances:	John Zigi
Spécialiste climat et environnement:	Claus Reiner
Juriste:	Mbali Mushazhirwa

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur/bénéficiaire:	Gouvernement de la République de l'Ouganda
Organisme d'exécution:	Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche
Coût total du projet:	360,9 millions d'USD
Montant du prêt initial du FIDA [Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP)]:	75,82 millions d'USD
Montant du don du FIDA (don à l'appui de composantes du prêt):	1,2 million d'USD
Conditions du financement initial du FIDA:	Particulièrement favorables: délai de remboursement de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de 0,75% l'an
Montant du don au titre de l'Initiative de riposte à la crise:	5,05 millions d'USD
Montant du prêt additionnel 1 du FIDA (SAFP):	80 millions d'USD
Conditions du financement additionnel du FIDA:	Extrêmement favorables: délai de remboursement de 50 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de 0,75% l'an
Montant du prêt additionnel 2 du FIDA (SAFP):	20 millions d'USD
Conditions du financement additionnel du FIDA:	Particulièrement favorables: délai de remboursement de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de 0,75% l'an
Cofinanceurs:	Secteur privé (divers)
Montant du cofinancement initial:	90,6 millions d'USD
Montant du cofinancement additionnel:	20,3 millions d'USD
Conditions du cofinancement:	Investissement direct
Contribution initiale de l'emprunteur:	25,6 millions d'USD
Contribution additionnelle de l'emprunteur:	8,9 millions d'USD
Contribution initiale des bénéficiaires:	17,2 millions d'USD
Contribution additionnelle des bénéficiaires:	16,2 millions d'USD
Montant du financement additionnel du FIDA (action climatique)¹:	16,96 millions d'USD
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

¹ Coûts financiers pour 2025.

I. Contexte et description du projet

A. Contexte

1. Le Projet national d'appui à la production d'huile de palme (NOPP) a été mis en place pour transposer à plus grande échelle les réalisations des première et seconde phases du Projet de développement de la production d'huile végétale. Conduit dans le district de Kalangala, ce dernier a lancé un nouveau modèle de partenariat public-privé producteurs qui permet d'intégrer les petits exploitants agricoles à la filière de la production commerciale d'huile de palme. Le Projet de développement de la production d'huile végétale a entraîné une profonde mutation des moyens d'existence à Kalangala, dont ont directement tiré parti plus de 1 800 ménages de cultivateurs de palmiers à huile, et 3 000 personnes supplémentaires employées au sein des plantations mères et dans les usines de transformation. Il a donné lieu à un développement de portée bien plus large, dépassant le seul cadre des activités agricoles, qui s'est traduit par l'aménagement des routes, et l'accès à l'électricité, à l'eau propre, aux services financiers et aux infrastructures de communication.
2. Le Projet, approuvé par le Conseil d'administration du FIDA le 16 avril 2018², est entré en vigueur le 1^{er} mars 2019 et le premier décaissement a été réalisé le 13 septembre 2019. Le projet est exécuté sur une période de dix ans, la date d'achèvement étant fixée au 31 mars 2029 et la date de clôture au 30 septembre 2029. Le Gouvernement ougandais a demandé un financement additionnel d'un montant de 100 millions d'USD en vue d'élargir les activités du projet aux zones géographiques appropriées. La part allouée à l'Ouganda au titre du Système d'allocation fondé sur la performance dans le cadre de l'enveloppe de la Treizième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA13) s'élève à 134,4 millions d'USD, à laquelle s'ajoute une allocation de 4,5 millions d'USD au titre du Mécanisme d'accès aux ressources empruntées.
3. Le montant du financement initial du projet s'élevait à 210,4 millions d'USD, répartis comme suit: i) un prêt du FIDA se chiffrant à 75,82 millions d'USD; ii) un don du FIDA de 1,21 million d'USD; iii) la contribution de contrepartie du Gouvernement, d'un montant de 25,6 millions d'USD; iv) un financement du secteur privé à hauteur de 90,622 millions d'USD; v) une contribution des bénéficiaires, qui s'élève à 17,208 millions d'USD. En complément, un don au titre de l'Initiative de riposte à la crise, d'un montant de 5,05 millions d'USD a été approuvé en 2023.
4. Le 4 novembre 2024, le Gouvernement a présenté une demande officielle de financement additionnel d'un montant de 100 millions d'USD. Le financement additionnel proposé se ferait sous la forme d'un prêt consenti à des conditions extrêmement favorables (à 80%) et d'un prêt assorti de conditions particulièrement favorables (à 20%) accordés au titre de FIDA13. La proposition de financement additionnel servira à étendre le champ d'application du projet à quatre districts supplémentaires et à prolonger de trois ans la période d'exécution, l'objectif étant de réaliser l'ensemble des activités prévues.

B. Description du projet initial

5. L'objectif global du NOPP est de parvenir à une transformation rurale inclusive moyennant des investissements dans la production d'huile de palme. L'objectif de développement est d'augmenter durablement les revenus ruraux grâce aux perspectives générées par la mise en place d'une industrie de l'huile de palme qui soit à la fois efficiente et conforme aux normes environnementales et sociales modernes.

² EB 2018/123/R.9.

6. L'objectif de développement sera atteint grâce à trois effets directs: i) la mise en place de filières d'approvisionnement durables pour les cultivateurs de palmiers à huile; ii) la diversification des moyens d'existence des ménages et le renforcement de leur résilience; iii) la création d'un environnement permettant de reproduire durablement à plus grande échelle les investissements en faveur de la production d'huile de palme.

II. Justification du financement additionnel

A. Raison d'être

7. La performance du Projet est jugée plutôt satisfaisante, note confirmée par l'examen à mi-parcours, conduit en mai 2025. Le projet est actuellement mis en œuvre dans deux des quatre pôles géographiques retenus en vue de l'exécution, en attendant la conclusion de l'évaluation de l'impact environnemental et social des autres pôles sélectionnés. Dans le pôle de Buvuma, l'objectif concernant l'aménagement des plantations a été atteint à 78%. Au total, 3 219 hectares ont été aménagés par les petits planteurs en vue de la culture des palmiers à huile, ce qui représente 41% de l'objectif fixé pour les petites plantations. D'autres perspectives économiques se sont ouvertes: 5 678 ménages ont accédé à de nouveaux moyens d'existence, soit 24% des 23 922 ménages visés (dont 61,9% sont dirigés par des femmes et 30,5% par des jeunes).
8. Mettant à profit le modèle de partenariat public-privé producteurs, le Gouvernement entend élargir le champ de la filière huile de palme au-delà des pôles actuellement couverts par le Projet dans la sous-région de Busoga, afin d'y inclure les districts de Jinja, de Luuka, d'Iganga et de Bugweri. La sous-région de Busoga, l'une des zones économiques les plus vulnérables de l'Ouganda, est en proie à une pauvreté multidimensionnelle profonde, au sous-emploi et à une sous-performance systémique du secteur agricole. Selon les données du Rapport sur l'indice de pauvreté multidimensionnelle de 2022 pour l'Ouganda, 45,1% de la population de Busoga est concernée par la pauvreté multidimensionnelle, et 29,4% vit en dessous du seuil de pauvreté monétaire. La sous-région présente également le taux de privation le plus élevé du pays (36%) pour ce qui est de l'emploi productif.
9. La proposition de financement additionnel est conforme aux cadres de développement national, notamment à la Vision de l'Ouganda à l'horizon 2040 et au Quatrième plan national de développement, qui mettent l'accent sur la transformation agricole inclusive et durable.
10. Le Projet national d'appui à la production d'huile de palme remplit les critères nécessaires ci-après pour bénéficier d'un financement additionnel du FIDA:
- a) Les objectifs, les activités, les approches et les composantes restent conformes aux dispositions prévues dans le projet initial.
 - b) L'Ouganda figure sur la liste des pays admissibles au financement de base au titre de FIDA13 (allocation de 139 millions d'USD).
 - c) Les activités à financer sont conformes à toutes les politiques pertinentes du FIDA au moment de la demande de financement additionnel, y compris les Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC), les politiques de ciblage et les indicateurs de performance.
 - d) Le Gouvernement ougandais a présenté une demande officielle de financement additionnel de 100 millions d'USD.

Aspects particuliers relatifs aux thématiques transversales prioritaires du FIDA

11. **Climat.** L'Ouganda jouit d'un climat relativement humide et de températures modérées tout au long de l'année; la température moyenne quotidienne est de 28 °C et les moyennes mensuelles varient, allant de 15 °C (minima) en juillet à 30 °C (maximum) en février. Le volume des précipitations oscille entre 500 millimètres et 2 800 millimètres par an; la pluviométrie annuelle moyenne atteint moins de 900 millimètres dans les districts les plus secs, et une moyenne supérieure à 1 200 millimètres par an dans les districts les plus arrosés, qui se trouvent dans le bassin du lac Victoria et dans les régions situées à l'est et au nord-ouest de l'Ouganda.
12. **Égalité femmes-hommes.** De manière générale, on retrouve davantage de femmes que d'hommes dans les emplois indépendants sur l'exploitation que dans les emplois formels du secteur non agricole, ceci en raison de leur manque de qualification, de la discrimination sous-jacente aux marchés du travail formel et de la difficulté à concilier emploi et responsabilités familiales. Environ 46% de femmes actives exercent un travail non rémunéré, alors que ce taux n'atteint que 18% chez les hommes.
13. **Jeunes.** La population de l'Ouganda figure parmi les plus jeunes au monde, 78% de la population étant âgée de moins de 30 ans. Le pays, qui compte environ huit millions de jeunes gens dans la tranche des 15 à 30 ans, présente également l'un des taux de chômage des jeunes les plus élevés en Afrique subsaharienne. La majeure partie des jeunes n'étant pas qualifiée, le secteur informel est devenu la principale source d'emplois et celui qui leur offre le plus de débouchés. Les jeunes des zones rurales se tournent vers le secteur de la petite agriculture et le travail agricole. Les jeunes aspirant à créer leur entreprise rencontrent des difficultés d'accès au crédit.
14. **Nutrition.** Une nutrition adéquate est une condition préalable au développement humain et au bien-être socioéconomique. En Ouganda, 34% des enfants accusent un retard de croissance, 5% des enfants de moins de cinq ans sont émaciés et 2% présentent une émaciation sévère. Environ 14% des enfants de moins de cinq ans présentent une insuffisance pondérale et 3% une insuffisance pondérale grave.

B. Description de la zone géographique et des groupes cibles

15. **Approche par pôles géographiques.** Lors de la conception initiale du Projet national d'appui à la production d'huile de palme, il avait été déterminé que celui-ci serait mis en œuvre dans quatre pôles comprenant huit districts. La proposition de financement additionnel contribuera à étendre le développement des petites plantations de palmiers à huile à un nouveau pôle composé de quatre nouveaux districts: Jinja, Iganga, Luuka et Bugweri.
16. Les informations et les analyses concernant ces nouveaux districts ont été annexées à la note d'examen des PESEC.
17. Les principaux groupes cibles et la stratégie de ciblage restent inchangés. Le Projet continuera d'accompagner les ménages pauvres et vulnérables – parmi lesquels les petits cultivateurs de palmiers à huile – dans les communautés situées au sein des pôles ciblés. Les principaux mécanismes de ciblage consistent à: i) définir un plafond de deux hectares par ménage pour la zone répondant aux conditions de financement du projet; ii) promouvoir la participation des femmes et des jeunes à toutes les activités du projet; iii) promouvoir l'instauration de mesures en matière d'environnement, de santé et de sécurité; iv) prendre en compte les éventuels effets délétères des investissements consacrés à la filière huile de palme.

C. Composantes, effets directs et activités

18. Le financement additionnel couvrira les mêmes composantes que le financement initial.

19. **Composante 1: Reproduction à plus grande échelle du développement des petites plantations de palmiers à huile.**
20. **Sous-composante 1.1: Développement de petites plantations de palmiers à huile.** Au titre du financement additionnel, le Projet accompagnera 13 000 ménages supplémentaires de petits planteurs de palmiers à huile, pour une zone d'exploitation couvrant 16 000 hectares, qui viendront s'ajouter à la cible initiale (9 887 ménages sur 19 700 hectares).
21. **Sous-composante 1.2: Développement d'organisations de cultivateurs de palmiers à huile.** Au titre du financement additionnel, les ménages de petits planteurs de palmiers à huile situés dans les zones nouvellement couvertes bénéficieront d'un appui en vue de la mise en place de coopératives.
22. **Sous-composante 1.3: Mise en place d'infrastructures d'appui.** Au titre du financement additionnel, le Projet donnera lieu à l'aménagement de 1 630 kilomètres de routes, ce qui portera la cible du projet à 3 210 kilomètres de voies aménagées.
23. **Sous-composante 1.4: Investissements dans des plantations mères et des usines de transformation.** L'entreprise du secteur privé mettra en place une raffinerie d'huile de palme brute ainsi qu'une pépinière au sein du nouveau pôle. Cette démarche permettra d'augmenter la capacité cible de traitement des raffineries installées en Ouganda à 200 tonnes métriques par heure.
24. **Composante 2: Diversification des moyens de subsistance et résilience.**
25. **Sous-composante 2.1: Perspectives économiques alternatives.** Les exploitations agricoles et les élevages, ainsi que les microentreprises non agricoles bénéficieront d'un appui en vue de leur développement; les ménages ne cultivant pas de palmiers à huile seront tout particulièrement ciblés, l'accent étant mis sur les femmes, les jeunes et les ménages pauvres. Le financement additionnel permettra d'appuyer 12 900 ménages supplémentaires, ce qui portera la cible du projet à 36 822 ménages.
26. **Sous-composante 2.2: Limitation des risques sociaux.** Le Projet aidera les ménages et les communautés à gérer efficacement les risques sociaux pouvant résulter du développement économique rapide. Ces risques pourraient être: des vulnérabilités au sein des ménages, des comportements sexuels à haut risque, une pression sur les systèmes fonciers et la fragmentation sociale. Un dispositif de mentorat des ménages sera employé pour permettre aux membres des ménages d'évaluer par eux-mêmes et conjointement les défis auxquels ils seront confrontés, et d'identifier les actions requises. Au total, 10 000 ménages bénéficieront du financement additionnel au titre de cette sous-composante, la cible du Projet étant ainsi relevée à 18 066 ménages.
27. **Composante 3: Cadre de développement du secteur de l'huile de palme.**
28. **Sous-composante 3.1: Appui politique et institutionnel au développement national du secteur de l'huile de palme.** Le Projet contribuera à l'élaboration d'une politique nationale et d'une stratégie d'investissement assortie d'une loi en la matière afin de promouvoir et de réguler ce secteur.
29. **Sous-composante 3.2: Renforcement des capacités nationales en matière de recherche sur l'huile de palme.** Le Projet promouvra la gestion systématique des savoirs techniques existants et renforcera la recherche sur l'huile de palme en mettant en place un programme dédié sous l'égide de l'Organisation nationale de recherche agricole.
30. **Composante 4: Gestion de projet, suivi-évaluation (S-E) et gestion des savoirs.** Cette composante appuiera le recrutement de personnel et les opérations en lien avec la gestion du projet (voir section III).

D. Coût, avantages et financement

Coût du projet

31. Le coût total du Projet national d'appui à la production d'huile de palme, en comptant le financement additionnel demandé, est estimé à 360,9 millions d'USD. Sur ce financement, un montant d'environ 175,8 millions d'USD (49%) est apporté sous la forme de prêts du FIDA, auquel s'ajoutent 1,2 million d'USD sous la forme d'un don du FIDA et 5,05 millions d'USD au titre du don au titre de l'Initiative de riposte à la crise (2%). Le Projet est cofinancé par le Gouvernement (34,5 millions d'USD, soit 9%), par le secteur privé (110,9 millions d'USD, soit 31%) et par les exploitants agricoles, dont la contribution revêt diverses formes (32,5 millions d'USD, soit 9%).
32. Le montant du financement additionnel proposé, estimé à 145,4 millions d'USD, se décompose comme suit: un prêt du FIDA d'un montant de 100 millions d'USD (68,8%) et un financement de contrepartie apporté par le Gouvernement, à hauteur de 8,9 millions d'USD (5,8%), un financement du secteur privé, de l'ordre de 20,3 millions d'USD (13,9%) et une contribution des bénéficiaires se chiffrant à 16,2 millions d'USD (10,5%).
33. Les composantes 1 et 2 du Projet, « Reproduction à plus grande échelle du développement des petites plantations de palmiers à huile » et « Diversification des moyens de subsistance et résilience » respectivement, relèvent partiellement de l'action climatique. Le montant total alloué par le FIDA au projet au titre du financement de l'action climatique, calculé suivant les méthodes des banques multilatérales de développement pour le suivi du financement de l'adaptation aux changements climatiques et de l'atténuation de leurs effets, est estimé à 16 956 000 USD.

Tableau 1

Résumé du financement initial et du financement additionnel (en millions d'USD)

	<i>Financement initial</i>	<i>Financement additionnel</i>	<i>Total</i>
Prêt du FIDA	75,8	100	175,8
Don du FIDA	1,2	-	1,2
Groupe cible	17,2	16,2	33,4
Emprunteur/bénéficiaire	25,6	8,9	34,0
Secteur privé	90,6	20,3	110,9
Don au titre de l'Initiative de riposte à la crise	5,1*	-	5,1
Total	215,5	145,4	360,9

* Approuvé en 2023.

Tableau 2

Financement additionnel: coût du projet par composante et par source de financement
 (en millions d'USD)

Composante	Financements additionnels														
	Prêt additionnel 1 du FIDA		Prêt additionnel 2 du FIDA		Emprunteur		Secteur privé		Agriculteurs bénéficiant d'un prêt pour le développement		Agriculteurs commerciaux		Organisations paysannes		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	
1. Reproduction à plus grande échelle du développement des petites plantations de palmiers à huile	74	54	18,5	14	7,8	6	20,3	15	4,8	4	7,7	6	3,8	3	136,8
2. Diversification des moyens de subsistance et résilience	3,2	70	0,8	18	0,50	12	-	-	-	-	-	-	-	-	4,5
3. Cadre de développement du secteur de l'huile de palme	0,72	65	0,18	16	0,2	19	-	-	-	-	-	-	-	-	1,1
4. Gestion du projet, suivi-évaluation et gestion des savoirs	2,08	69	0,52	17	0,4	14	-	-	-	-	-	-	-	-	3,0
Total	80	55	20	14	8,9	6	20,3	14	4,8	3	7,7	5	3,8	3	145,4

Tableau 3

Financement additionnel: coût du projet par catégorie de dépenses et par source de financement
 (en millions d'USD)

Composante	Financements additionnels														
	Prêt additionnel 1 du FIDA		Prêt additionnel 2 du FIDA		Emprunteur		Secteur privé		Agriculteurs bénéficiant d'un prêt pour le développement		Agriculteurs commerciaux		Organisations paysannes		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	
Dépenses d'investissement															
Fonds de crédit et fonds de garantie	36	62	9	16	0,6	1	-	-	4,8	8	7,7	13	-	-	58,0
Travaux	18,6	62	4,7	16	5,4	18	-	-	-	-	-	-	1,3	4	30,0
Biens, services et intrants	22	74	5,5	19	1,2	4	-	-	-	-	-	-	0,7	2	29,4
Véhicules	0,3	49	0,1	12	0,2	39	-	-	-	-	-	-	-	-	0,6
Aménagement de la plantation mère et usine de transformation	-	-	-	-	-	-	20,3	100	-	-	-	-	-	-	20,3
Total des dépenses d'investissement	76,9	56	19,2	14	7,4	5	20,3	15	4,8	3	7,7	6	2,0	2	138,2
Dépenses ordinaires															
Salaires, traitements et indemnités	1,8	73	0,4	18	0,2	9	-	-	-	-	-	-	-	-	2,4
Frais de fonctionnement	1,4	29	0,3	7	1,3	27	-	-	-	-	-	-	1,8	37	4,8
Total des dépenses ordinaires	3,1	43	0,8	11	1,5	21	-	-	-	-	-	-	1,8	25	7,2
Total	80	55	20	14	8,9	6	20,3	14	4,8	3	7,7	5	3,8	3	145,4

Tableau 4
Coût du projet par composante et par année du projet
(en millions d'USD)

Composante	Année 1		Année 2		Année 3		Année 4		Année 5		Année 6		Année 7		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	
1. Reproduction à plus grande échelle du développement des petites plantations de palmiers à huile	4,9	4	10,3	8	37,0	27	18,2	13	29,1	21	26,8	20	10,4	8	136,8
2. Diversification des moyens de subsistance et résilience	0,4	9	0,4	9	0,5	10	0,1	2	1,2	27	1,2	27	0,8	17	4,5
3. Cadre de développement du secteur de l'huile de palme	-	-	0,1	9	0,1	11	0,1	9	0,3	31	0,2	20	0,2	20	1,1
4. Gestion du projet, suivi-évaluation et gestion des savoirs	-	-	-	-	-	-	-	-	1,0	32	1,1	36	1,0	32	3,0
Total	5,3	4	10,8	7	37,6	26	18,4	13	31,6	22	29,4	20	12,4	9	145,4

Stratégie et plan de financement et de cofinancement

34. Le coût total du financement additionnel, provisions pour aléas matériels et financiers comprises, est estimé à 145,4 millions d'USD, et le coût de base et les provisions pour aléas à 141,8 millions d'USD et à 3,6 millions d'USD, respectivement. Les taxes et le change représentent respectivement 6% et 60% du coût total. La plus grande part du financement est allouée à la composante 1 (coût de base de 136,8 millions d'USD), suivie de la composante 2 (coût de base de 4,5 millions d'USD) et de la composante 3 (coût de base de 1,1 million d'USD).

Décaissement

35. Les fonds seront décaissés selon les catégories suivantes: i) fonds de crédit et fonds de garantie; ii) travaux; iii) biens, services et intrants; iv) véhicules; v) aménagement de la plantation mère et de l'usine de transformation; vi) salaires, traitements et indemnités; vii) frais de fonctionnement. Les dépenses ordinaires représentent seulement 5% du coût total du projet et 4% du financement du FIDA. Le financement additionnel du FIDA pour le Projet transitera par le compte désigné et le compte d'exploitation déjà ouverts auprès de la Banque de l'Ouganda. Les décaissements seront fonction des rapports financiers intermédiaires trimestriels, qui devront être communiqués au FIDA dans les 30 jours suivant la fin de chaque trimestre.

Résumé des avantages et analyse économique

36. L'analyse confirme la viabilité financière et économique des investissements, dont le taux de rentabilité économique interne atteint 37,6% et la valeur actuelle nette économique, 284,06 millions d'USD (1 071,77 milliards d'UGX). Les investissements du projet généreront des rendements nets supplémentaires considérables, tant pour les cultivateurs de palmiers à huile que pour les autres ménages participant aux activités génératrices de revenus et à l'intensification de la production agricole.

Stratégie de retrait et pérennisation

37. Les activités menées au titre du financement additionnel contribueront à la durabilité des résultats grâce aux mesures suivantes: i) mobilisation des administrations au niveau des districts, lesquelles sont déjà associées aux activités du projet, et participation des agriculteurs à la filière des palmiers à huile, ce qui permettra de créer de nouveaux moyens d'existence; ii) contribution de l'Organisation nationale de recherche agricole aux études consacrées à l'huile de palme, et renforcement des moyens qui lui seront nécessaires pour fournir un appui continu à la recherche sur la croissance du secteur, une fois le projet achevé; iii) établissement d'un partenariat avec l'établissement Uganda Development Bank Limited et d'autres banques en vue du financement de produits spécifiquement destinés aux exploitants de la filière huile de palme; iv) établissement, en priorité, de l'Uganda Oil Palm Growers Trust (Fonds ougandais pour les cultivateurs de palmiers à huile), qui facilitera l'apport de financements à l'ensemble des cultivateurs de palmiers à huile dans le pays et fournira des services de conseils généraux pour ce qui est du développement du secteur. Le Fonds ougandais continuera d'assumer la fonction d'administration du prêt et de faciliter l'apport de financements à l'ensemble des cultivateurs de palmiers à huile en Ouganda, les fonds du Projet national d'appui à la production d'huile de palme étant utilisés pour financer les initiatives axées sur les petites plantations. L'unité de gestion du projet (UGP) élaborera une stratégie de retrait complète.

III. Gestion des risques

A. Risques et mesures d'atténuation

38. **Variabilité climatique.** La variabilité croissante du climat est susceptible de compromettre la productivité agricole dans les zones cibles du Projet. L'évolution des régimes de précipitation et les sécheresses prolongées affecteront les périodes

des semis et l'incidence des ravageurs et des maladies. Les mesures d'atténuation comprennent l'implantation des exploitations de palmiers à huile dans un rayon de 30 kilomètres autour des rives du lac Victoria; la faisabilité de cette stratégie a été confirmée, ces zones recevant un volume de précipitation plus constant et plus adapté que celui des zones situées au-delà de ce périmètre.

39. **Budgétisation du projet.** Le plan de travail et budget annuel du projet est élaboré par l'unité chargée du suivi-évaluation en collaboration avec l'ensemble des départements, puis fait l'objet d'une validation croisée par l'équipe des finances avant sa présentation au FIDA. Bien que le processus de budgétisation ait gagné en précision et soit exploité de manière efficace dans le cadre du suivi de la performance, les données du plan de travail et budget annuel approuvé par le FIDA ne sont néanmoins pas alignées sur celles du budget national alloué par le Parlement de l'Ouganda. Cette discordance, due au fait que le cycle budgétaire de l'État suit un calendrier annuel parallèle courant de septembre à mars, pourrait compromettre la performance financière du projet et son exécution. Les mesures d'atténuation comprendront: i) le resserrement de la coordination avec le Ministère des finances, de la planification et du développement économiques, afin que les données du plan de travail et budget annuel concordent avec celles établies à l'issue du cycle budgétaire national; ii) l'intégration d'un poste budgétaire spécifique correspondant aux frais de la société d'information sur la solvabilité à compter du plan de travail et budget annuel de l'exercice 2026/2027, afin d'assurer la continuité du processus d'inscription des exploitants agricoles; iii) l'utilisation des rapports financiers intermédiaires pour suivre la performance et ajuster les allocations selon qu'il conviendra, notamment en ce qui concerne les aspects prioritaires dont le budget est insuffisant; iv) l'organisation d'une formation ciblée à destination du personnel chargé du suivi-évaluation et du personnel chargé des finances en vue d'améliorer le processus d'établissement du budget et son alignement sur les processus gouvernementaux.
40. **Risques liés à la gestion et aux opérations.** Puisque le mandat de l'unité de gestion du projet sera élargi pour couvrir des districts supplémentaires et des cibles plus ambitieuses, il sera nécessaire de renforcer la coordination entre l'unité, les bureaux des pôles et les administrations au niveau des districts. Actuellement, l'équipe de l'unité de gestion du projet, et notamment les effectifs techniques, est au complet. Dans le cadre du projet, un mémorandum d'accord a également été signé avec l'ensemble des administrations au niveau des districts dans le cadre de l'actuel Projet afin d'appuyer la mise en œuvre des services du projet et les processus d'assurance qualité. S'agissant de l'UGP, la structure actuelle est inadéquate compte tenu de l'élargissement de son mandat. En ce qui concerne les bureaux des pôles, le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche accélérera le recrutement du personnel rattaché au pôle qui sera établi au titre du financement additionnel. Pour ce qui est des administrations au niveau des districts, des mémorandums d'accord seront signés avec les nouveaux districts qui seront couverts par le financement additionnel.
41. **Risques liés à la gestion financière et à la passation des marchés.** L'UGP sera responsable de la gestion de l'enveloppe de financement (267 millions d'USD), qui comprend le reliquat provenant du financement initial (121,4 millions d'USD) ainsi que les fonds octroyés par diverses sources au titre du financement additionnel, ce qui pourrait accroître les risques liés à la gestion financière et à la passation des marchés. À l'examen à mi-parcours, la qualité de la gestion financière était jugée plutôt satisfaisante étant donné le regard des compétences du personnel chargé des finances, la bonne gestion du budget, la remise des rapports financiers dans les délais impartis, les contrôles internes, l'utilisation efficiente du Système intégré d'information relatif à la gestion financière, et la remise des audits dans les délais et assortis d'une opinion sans réserve. La

passation des marchés a également été jugée plutôt satisfaisante, les processus correspondants étant bien étayés.

B. Catégorie environnementale et sociale

42. **Risques environnementaux.** Le secteur de l'huile de palme présente un profil de risque relativement élevé en matière d'augmentation des émissions de gaz à effet de serre, de perte d'habitat et de réduction de la biodiversité, et de contamination des eaux de surface. Avant d'investir dans les districts couverts par le projet, les responsables du Projet se sont assuré du respect des exigences suivantes: réalisation d'une évaluation de l'impact environnemental et social (EIES), obtention d'un certificat d'autorisation auprès de l'Autorité nationale chargée de la gestion de l'environnement et mise en place d'un affichage obligatoire de 120 jours par le FIDA pour recueillir des commentaires. Le Projet a recruté un spécialiste de l'environnement, de la santé et de la sécurité au sein de l'unité de gestion du projet, et l'a chargé principalement d'assurer une surveillance pour faire en sorte que les bonnes pratiques en matière d'environnement, de santé et de sécurité soient appliquées dans les investissements relatifs à l'huile de palme. Le Projet a également recruté une organisation non gouvernementale internationale pour mener des programmes de formation des formateurs à l'intention du personnel technique du district et de certains agriculteurs, en mettant l'accent sur la durabilité environnementale et sociale, les meilleures pratiques de gestion agricole et les normes de la Table ronde sur la production durable d'huile de palme. Le Projet assure également un suivi des émissions de gaz à effet de serre de la culture du palmier à huile par le biais d'études et a délimité toutes les zones écologiquement sensibles et lancé des activités de reboisement dans les zones tampons et dans les réserves forestières centrales et locales.
43. **PESEC.** Le projet est classé dans la catégorie A des Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique, car son profil de risque correspond à des impacts environnementaux et sociaux négatifs potentiels qui sont sensibles, irréversibles et affectent une zone plus large que les sites faisant l'objet d'une intervention physique. Cette classification sera maintenue dans le cadre du financement additionnel proposé.
44. S'agissant du respect des PESEC, le Projet appliquera les directives relatives à ces procédures sur la base de la catégorisation du risque. Les responsables du Projet conduiront une évaluation de l'impact environnemental et social pour les nouveaux districts proposés et continueront à mettre en œuvre et à surveiller les plans de gestion environnementale et sociale pour toutes les infrastructures mises en place. Ces évaluations et ces plans garantiront que le projet respecte les normes environnementales et sociales et les politiques et directives applicables.
45. Pour résoudre la question du paiement tardif de l'indemnisation foncière, le financement additionnel sera utilisé pour le paiement des terres acquises auprès des agriculteurs dans le cadre du projet Projet initial. Le processus suivra les PESEC, y compris en matière de documentation du consentement préalable, libre et éclairé.
46. **Exécution, suivi et mise en place de mécanismes de protection.** Le FIDA surveillera étroitement le respect des normes et procédures convenues. L'unité du FIDA chargée des PESEC et d'autres membres du personnel compétents participeront aux activités de supervision et d'appui à l'exécution régulièrement menées par le Fonds. En outre, des audits environnementaux et sociaux indépendants seront réalisés chaque année. Il est envisagé de mettre en place des mécanismes de doléance et de recours aux niveaux local et national dans le cadre d'un plan de participation des parties prenantes et au niveau mondial dans le cadre du mécanisme de recours du FIDA. Le partenaire du secteur privé, Bidco Uganda Limited, est très soucieux de la durabilité environnementale et sociale. L'un de ses actionnaires, Wilmar International Limited, est membre de la Table ronde sur la

production durable d'huile de palme. Wilmar International Limited a également adopté une politique bannissant explicitement la déforestation, l'extraction de tourbe et l'exploitation, dont les engagements vont même au-delà de cette Table ronde. La performance de Bidco Uganda Limited concernant les questions environnementales et sociales et la gouvernance fait l'objet d'un suivi régulier par une organisation indépendante dont les rapports confidentiels sont communiqués tout aussi régulièrement au bureau de pays du FIDA.

47. **Système de gestion environnementale et sociale.** Un système de gestion environnementale et sociale a été intégré à la conception du Projet et se poursuivra dans le cadre du financement additionnel proposé. L'accent sera mis sur l'adoption par les petits exploitants de bonnes pratiques en matière d'environnement, de santé et de sécurité. Les autorités locales et centrales ont été renforcées dans le cadre du Projet pour être en mesure de garantir l'application du cadre de réglementation national. Ces réalisations seront reproduites à plus grande échelle dans le cadre du financement additionnel proposé.
48. **La participation des parties prenantes et la contribution à l'élaboration des politiques** seront essentielles pour assurer la durabilité de l'impact du projet. Une évaluation stratégique environnementale sera réalisée pour répondre aux questions relatives à l'impact cumulé de la reproduction à plus grande échelle du développement de la production d'huile de palme au niveau national et pour fournir des conseils aux pouvoirs publics et au secteur privé sur le développement durable du secteur de l'huile de palme dans le contexte ougandais. La composante 3 comprend d'autres mesures liées à cet objectif.

C. Classement au regard des risques climatiques

49. Le Projet est classé comme modérément sensible aux impacts des changements climatiques, principalement en raison de la longue durée de vie et donc de l'exposition des investissements (25 ans pour les palmiers à huile, avec des investissements conçus pour plusieurs cycles). Le risque est jugé modéré et la conception du projet comprend des mesures spécifiques visant à accroître la résilience climatique des agriculteurs.
50. S'agissant du financement additionnel proposé, la vulnérabilité du projet aux impacts des changements climatiques est classée comme substantielle, car la variabilité croissante du climat peut avoir un impact négatif sur la productivité agricole dans les zones cibles du Projet. Les variations du régime des précipitations et les périodes de sécheresse prolongées affecteront les périodes des semis et l'incidence des ravageurs et des maladies. Cependant, bien que les régimes pluviométriques annuels évoluent en raison des changements climatiques, la quantité globale de précipitations reste suffisante pour permettre des rendements adéquats.

IV. Exécution

A. Respect des politiques du FIDA

51. Le financement additionnel proposé respecte les politiques pertinentes du FIDA. Le respect des PESEC revêt une importance particulière, étant donné que le Projet est classé dans la catégorie A. Le financement additionnel du Projet est conforme au Cadre stratégique du FIDA 2016-2025 et à sa Stratégie et plan d'action dans le domaine de l'environnement et des changements climatiques 2019-2025, ainsi qu'au programme d'options stratégiques pour l'Ouganda 2021-2027.

B. Cadre organisationnel

Gestion et coordination

52. Le financement additionnel proposé adoptera la structure de gestion et de coordination du Projet. Le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche est le principal organisme d'exécution; il préside le comité de pilotage du projet et

héberge l'UGP. L'UGP actuelle sera maintenue dans le cadre du financement additionnel proposé. Au niveau des districts, toutes les activités du projet sont supervisées par les administrations au niveau des districts concernées qui veillent à ce que les activités du Projet soient coordonnées avec celles du district.

Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

- 53. **Gestion financière.** Les modalités de gestion financière seront les mêmes que dans le cadre du financement initial et seront donc compatibles avec les systèmes nationaux. La comptabilité et l'information financière seront effectuées par l'intermédiaire du Système intégré d'information relatif à la gestion financière. Les principaux centres de coûts comprendront: i) les organisations paysannes de chaque pôle; ii) les districts participants (principalement pour la composante 2); iii) l'Uganda Oil Palm Growers Trust (Fonds ougandais pour les cultivateurs de palmiers à huile). L'UGP sera le centre de consolidation des comptes, et recevra les gains financiers issus de ces différents centres de coûts.
- 54. **Personnel.** Le personnel de l'UGP affecté au Projet gérera le financement additionnel. L'UGP est dotée d'un directeur financier et d'un comptable. Les coopératives et organisations paysannes de chaque pôle seront dotées d'un comptable et d'un agent de crédit. Chaque district participant aura un comptable désigné aux fins du projet.
- 55. **Élaboration du budget.** Le financement additionnel fera partie du budget du Projet, qui (comme l'exige la loi sur la gestion des finances publiques) sera intégré aux prévisions budgétaires nationales globales publiques chaque année et sera soumis aux approbations et crédits parlementaires. Le calendrier de planification publique exige que le budget soit élaboré au plus tard au mois d'août de l'année précédente (10 mois avant l'exécution).
- 56. **La passation des marchés continuera** d'être régie par le cadre national de passation des marchés, à l'aide du personnel de l'unité chargée de la passation des marchés au sein de l'UGP. La passation directe de contrats continuera d'être utilisée pour l'achat de plants, d'engrais et d'autres produits agrochimiques par l'intermédiaire du ou des partenaires du secteur privé, par le biais d'accords-cadres et de commandes ouvertes, les prix des intrants étant fixés par un comité chargé de la question des coûts et des services. La construction des routes d'accès et des routes agricoles sera soit confiée à des entrepreneurs du secteur privé sur la base d'un processus de passation des marchés concurrentiel, soit entreprise en régie par les districts, en utilisant des matériaux achetés par l'UGP sur une base concurrentielle. La construction des entrepôts d'engrais et des immeubles de bureaux sera confiée à des entrepreneurs privés. La supervision de la construction des routes, des entrepôts d'engrais et des bureaux des pôles sera assurée par l'UGP avec l'aide des ingénieurs du district. Le recours à des consultants pour des services tels que l'aide aux entreprises et le renforcement des capacités des parties prenantes se poursuivra, conformément aux arrangements existants. Une lettre de présentation des modalités de passation des marchés au titre du projet devra être harmonisée avec les seuils prévus dans la dernière version du manuel de passation des marchés.

C. Suivi-évaluation, apprentissage, gestion des connaissances et communication stratégique

- 57. **Suivi-évaluation.** Le financement additionnel bénéficiera du système de suivi-évaluation du Projet, déjà en place, qui repose sur le cadre logique et est pleinement conforme au cadre d'indicateurs de base relatif aux effets directs du FIDA. Le système actuel comprend un système d'information de gestion consolidé, qui permettra également de collecter des données dans le cadre du financement additionnel et de réviser les objectifs globaux du projet. En outre, les indicateurs et les objectifs finaux ont été actualisés, en tenant compte du financement supplémentaire, dans le cadre logique.

58. **Apprentissage, gestion des connaissances et communication stratégique.**
Le Projet continuera de s'appuyer largement sur les données, les informations et les analyses générées par la fonction de suivi-évaluation. Le Projet étendra les outils pour couvrir le financement additionnel et produira des notes d'orientation ou des notes d'apprentissage qui documenteront les meilleures pratiques, les enseignements tirés et les échecs, qui seront ensuite utilisées à des fins de concertation sur les politiques et partagées avec les parties prenantes et d'autres projets/programmes.

D. Modifications qu'il est proposé d'apporter à l'accord de financement

59. Un amendement à l'accord de financement actuel entre la République de l'Ouganda et le FIDA sera nécessaire pour officialiser l'allocation additionnelle de 80 millions d'USD à des conditions extrêmement concessionnelles et de 20 millions d'USD à des conditions particulièrement concessionnelles; y figureront notamment les calendriers pertinents, les dispositions standard des PESEC visant assurer la conformité avec la version actualisée des PESEC (édition 2021) et les lois et règlements applicables. En outre, une prolongation de trois ans du Projet – proposée par le gouvernement en novembre 2024 – sera mentionnée dans l'accord de financement modifié, et les dates révisées d'achèvement et de clôture du projet seront le 31 mars 2032 et le 30 septembre 2032, respectivement.

V. Instruments et pouvoirs juridiques

60. Un accord de financement entre la République de l'Ouganda et le FIDA est l'instrument juridique régissant l'octroi d'un financement proposé à l'emprunteur/au bénéficiaire. L'accord de financement signé sera modifié après l'approbation du financement additionnel.
61. La République de l'Ouganda est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
62. Je certifie que le financement additionnel proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VI. Recommandation

63. Je recommande au Conseil d'administration d'approver le financement additionnel par la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République de l'Ouganda un prêt à des conditions extrêmement favorables d'un montant de quatre-vingts millions de dollars des États-Unis (80 000 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République de l'Ouganda un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant de vingt millions de dollars des États-Unis (20 000 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Alvaro Lario

Updated logical framework incorporating the additional financing

Results hierarchy	Indicators					Means of verification			Assumptions/notes					
	Name	Baseline	Midterm	Original target	End target	Source	Frequency	Responsibility						
Outreach	1.b Estimated corresponding total number of households					Project records	Quarterly	Operations, MEL	Average household size of 5 members					
	Household members – Number of people	9,050	122,450	154,185	333,500									
	1.a. Corresponding number of households reached													
	Women – headed households - Households	33	600	1,542	3,335									
	Non-women-headed households - Households	1,777	23,890	29,295	63,365									
	Households - Households	1,810	24,490	30,800	66,700									
	1 Persons receiving services promoted or supported by the project													
	Males – Males	1,210	18,000	22,665	47,795									
	Females - Females	816	7,715	9,714	20,484									
	Young – Young people	0	10,286	12,951	27,310									
Project goal Inclusive rural transformation through oil palm investment	Indigenous people – Indigenous people	0	0	0	0									
	Total number of persons receiving services – Number of people	2,026	25,715	32,379	68,279									
	Male – Percentage (%)	60	70	70	70									
	Female – Percentage (%)	40	40	30	30									
	Young – Percentage (%)	0	40	40	40									
	District/ sub-county level poverty rates					UBOS, Households Surveys	Annual	MEL	Average household size of 5 members					
	Buganda South - Percentage (%)	7	5	3	3									
	Busoga – Percentage (%)	29	23	15	15									
Development objective Sustainably increase rural incomes through opportunities generated by the establishment of an efficient oil palm industry that complies with modern environmental and social standards	Households gross income from oil palm farmers in targeted areas					Outcome surveys	Annual after plantation establishment	MEL	- Peace and stability remain favourable for rural economic growth - Socio-economic infrastructure and services are attracted by oil palm-generated income - Government and private sector remain sensitive to inclusive and environmentally sustainable agric. Investment - Trade with neighboring countries remains open					
	Buganda South - Number	2300000	3500000	6500000										
	Busoga – Number	0	0	3500000										
	Number of households receiving programme services (*)													
	Number of households – Number	1,810	24,490	30,800	66,700									
	% of Environmental and Social Safeguards (ESS) standard					Project records	Quarterly	MEL						
	% Environmental and Social Standards (ESS) – Percentage	30	60	80	80									
	CI SF.2.1: Households satisfied with project – supported services													
	Households (number)	0	9,240	21,560	46,690									
	Household (%)	0	30	70	70									
	Household members	0	46,200	107,800	233,450									

Results hierarchy	Indicators					Means of verification			Assumptions/notes				
	Name	Baseline	Midterm	Original target	End target	Source	Frequency	Responsibility					
CI SF.2.2: Households reporting they can influence decision – making of local authorities and project supported service providers	Households (number)					Outcome surveys	Annual after plantation establishment	MEL	Government/ Private Sector honor commitments to invest				
	Households (number)	0	9,240	21,560	46,690								
	Household (%)	0	30	70	70								
	Household members	0	46,200	107,800	233,450								
Outcome 1 Sustainable supply chains for oil palm growers established	Number of smallholder OP growers selling FFBs to processors					Project records; Farmer Organisation records	Quarterly	Operations, MEL	International prices remain high enough for industry viability Trade with neighbouring countries remains open				
	Number of smallholder OP growers – Number	1,810	2,026	9,887	22,887								
	3.2.1 Tons of Greenhouse gas emissions (tCO2e) avoided												
	Hectares of land – Area (ha)	0	17,216	34,433	50,433								
	tCO2e/20 years – Number	0	- 3,517,896	-7,035,792	-10,000,000								
	tCO2e/ha – Number	0	-102	-204	-204								
Output 1.1 Smallholder oil palm plantations established and developed	tCO2e/ha/year - Number	0	-5	-10	-10	FAO EX-ACT	Annually from MTR	IFAD ECG/FAO	<ul style="list-style-type: none"> - Government/private sector honour commitments to invest /g - Commercial farmers able to mobilize financing for expansion - Self-standing smallholder model (no nucleus estate) proves viable - Climate change does not negatively affect oil palm yields - A viable institutional model for sustainable provision of TSS is established - Farmers apply good agronomic practices - Proper operation and maintenance for transport infrastructure (roads and ferries) is ensured 				
	Number of ha planted and grown by smallholder oil palm growers												
	Number of ha planted and grown by smallholder OP growers - Number	4848	14,200	19,700	35,700								
	Percentage of Development Finance Portfolio at Risk												
	Percentage of Development Finance Portfolio-at-Risk - Percentage (%)	0	5	5	5								
	Number of Smallholder farmers (planted) – Number												
Output 1.2 OP Growers Organisations supported to become financial viable and provide quality services	Number - Number	2,026	5,520	11,041	24,041	Project records; Farmer Organisation records	Quarterly	Operations, MEL	<ul style="list-style-type: none"> - Government/private sector honour commitments to invest /g - Commercial farmers able to mobilize financing for expansion 				
	% of OP Growers Organisations costs covered by own income												
	% of OP Growers Organisations - Percentage (%)	0	20	90	90								
	KOPGT – Percentage						Quarterly	IEFO, MEL					

Results hierarchy	Indicators					Means of verification			Assumptions/notes
	Name	Baseline	Midterm	Original target	End target	Source	Frequency	Responsibility	
	KOPGT - Percentage (%) - Percentage (%)	100	100	100	100	Project records; Farmer Organisation records			
BOPGT – Percentage					Project records; Farmer Organisation records	Quarterly	IEFO, MEL	<ul style="list-style-type: none"> - Self-standing smallholder model (no nucleus estate) proves viable - Climate change does not negatively affect oil palm yields - A viable institutional model for sustainable provision of TSS is established - Farmers apply good agronomic practices - Proper operation and maintenance for transport infrastructure (roads and ferries) is ensured" 	
Output 1.3 Support infrastructures	BOPGT - Percentage (%) - Percentage (%)	0	0	100	100				
	2.1.5 Roads constructed, rehabilitated or upgraded	Length of roads - km	410	1,370	1,580	3,210	Project records	Quarterly	Engineer, MEL
Output 1.4 Complementary processing capacity by private sector installed	Total CPO milling capacity installed in Uganda (in Mt/hr)					Private sector player(s)	Annual	PM	<ul style="list-style-type: none"> - Government/private sector honour commitments to invest /g - Commercial farmers able to mobilize financing for expansion - Self-standing smallholder model (no nucleus estate) proves viable - Climate change does not negatively affect oil palm yields - A viable institutional model for sustainable provision of TSS is established - Farmers apply good agronomic practices - Proper operation and maintenance for transport infrastructure (roads and ferries) is ensured"
	Total CPO milling capacity installed in Uganda - Number	40	60	100	200				

Results hierarchy	Indicators					Means of verification			Assumptions/notes
	Name	Baseline	Midterm	Original target	End target	Source	Frequency	Responsibility	
									- Climate change does not negatively affect oil palm yields - A viable institutional model for sustainable provision of TSS is established - Farmers apply good agronomic practices - Proper operation and maintenance for transport infrastructure (roads and ferries) is ensured"
Outcome	1.2.4 Households reporting an increase in production								
Household livelihoods diversified and resilience increased	Total number of household members - Number of people	0	44,550	76,550	141,550	Outcome surveys	Annual	MEL	- Government/private sector honour commitments to invest /g Commercial farmers able to mobilize financing for expansion
	Households - Percentage (%)	0	58	100	100				
	Households - Households	0	8,910	15,310	28,310				
	3.2.2 Households reporting adoption of environmentally sustainable and climate – resilient technologies and practices					Component reports/COI surveys	Annual	MEL	- Self-standing smallholder model (no nucleus estate) proves viable - Climate change does not negatively affect oil palm yields - A viable institutional model for sustainable provision of TSS is established
	Total number of household members - Number of people	9,050	34,375	68,755	151,255				
	Households - Percentage (%)	15	40	90	90				
	Women-headed households - Households	33	304	687	1,512				
	Households - Households	1,810	6,875	13,751	30,251				
	2.2.1 Persons with new jobs/ employment opportunities					M&E Data	Annual	MEL	- Farmers apply good agronomic practices - Proper operation and maintenance for transport infrastructure (roads and ferries) is ensured"
	Males - Males	0	2000	4000	7,000				
	Females - Females	0	4000	8000	13,000				
	Young - Young people	0	6000	12000	20,000				
	Total number of persons with new jobs/employment opportunities - Number of people	0	6000	12000	20,000				
	Persons with disabilities - Number	0	308	616	1000				
Output	2.1.2 Persons trained in income-generating activities or business management					Projects records	Quarterly	IEFO, SDO, MEL	- Government/private sector honour commitments to invest /g - Commercial farmers able to mobilize financing for expansion - Self-standing smallholder model (no nucleus estate) proves viable
2.1 Households enabled to take up alternative economic opportunities	Males - Males	0	9,745	16,745	25,775				
	Females - Females	0	4,177	7,177	11,047				
	Young - Young people	0	2,784	4,784	7,364				
	Persons trained in IGAs or BM (total) - Number of people	0	13,922	23,922	36,822				

Results hierarchy	Indicators					Means of verification			Assumptions/notes
	Name	Baseline	Midterm	Original target	End target	Source	Frequency	Responsibility	
									- Climate change does not negatively affect oil palm yields - A viable institutional model for sustainable provision of TSS is established - Farmers apply good agronomic practices - Proper operation and maintenance for transport infrastructure (roads and ferries) is ensured"
Output 2.2 Social risks mitigated through household mentoring methodology	Number of households graduating from household methodologies								
	Number of households graduating from household methodologies programme - Number of people	0	4892	8066	18,066	Project records	Quarterly	SDO, MEL	Households adopt methodologies
Outcome 3 Enabling environment created for sustainable scaling-up of oil palm investment	Total value of private sector investment in oil palm sector (USD millions)	150	195	240	261	Private Sector Reports	Annually	FM, MEL	
	Policy 3 Existing/ new laws, regulations, policies or strategies proposed to policy makers for approval, ratification or amendment					Policy documents/stakeholder engagement platforms	Annual	M&E officer	Parliamentary approval is achieved, timely
	Number	0	1	3	3				
Output 3.1 Policy and institutional arrangements established for OP sector development	Number of policy, strategy and bill for oil palm development prepared and proposed to policy makers for approval (*)					Project records	Quarterly	MEL	Parliamentary approval is achieved, timely
	Number of policy, strategy and bill for oil palm development prepared and approved - Number	0	2	3	3				
Output 3.2 Capacity building support provided to National OP research	Policy 1 Policy relevant knowledge products completed					Project records, Journals	Annual	NARO, MEL	Government gives necessary priority to investment in research capacity for oil palm
	Number - Knowledge Products	0	15	30	40				
	% Increase of FFB yields achieved on demonstration plots through improved agronomy practices -	0	30	90	90				

Updated summary of the economic and financial analysis

The initial financial models developed during the formulation phase were updated to incorporate revised targets and unit costs. In addition, new models were developed to reflect the expanded scope of activities under the Additional Financing (AF). The updated EFA incorporates the new additional investment, revised targets and new models.

Additional model was developed for smallholder oil palm growers on drought scenario and less yields. A total of 10 models were developed as follows: i) 4 models for oil palm (smallholder farmers 2 models including 1 with drought case and less yields, commercial farmers, and nucleus estate), and ii) 6 models for alternative livelihoods component (food crops, goats, laundry services, retail marketing, groundnut processing and cooking stoves).

Using the cost benefit analysis methodology, the financial and economic analysis examines viability of the Project investments in oil palm development and economic activities measured through gross and net margins, returns to family labour, internal rate of return (IRR) and net present value (NPV) of incremental benefits.

Incremental benefits to investments are estimated by comparing the future without project (WoP) and future with-project (WiP) net margins. The overall Project impact is calculated by aggregating benefits to the investments in oil palm development and income generating economic activities. The Project benefits are assessed for a period of 25 years³ and using opportunity cost of capital of 10 per cent and assuming a 70 per cent adoption rate for investments in alternative economic livelihoods and 100 per cent in oil palm development.

Financial prices of locally traded outputs and inputs are converted into economic prices by deducting direct agricultural subsidies and taxes. Prices for fertilizer imported for oil palm as well as oil palm seedling production are exempt from taxes which had been reflected. Financial cost of unskilled labour is converted into economic one using a shadow wage rate conversion factor of 0.85 due to a low supply of unskilled wage labour in the Project areas for the oil palm sector. The official exchange rate used in the analysis is Ugandan Shilling (UGX) 3,550 to USD 1.0. Value Added Tax rate is 18 per cent, custom duty for imported goods are around 10 per cent.

Sensitivity analysis is conducted to test robustness of economic returns of the project/programme investments for nine sensitivity variables: (i) a 10 per cent reduction in fresh fruit bunches (FFB) yields; (ii) a 20 per cent reduction in fresh fruit bunches (FFB) yields; (iii) a 20 per cent increase in the Project costs; (iv) 1- and 2-year delays in Project implementation; (v) a 10 per cent and 20 per cent reduction in Crude Palm Oil (CPO) prices; (vi) a simultaneous 20 per cent reduction in FFB yields and 20 per cent decline in the CPO prices; (vii) a 20 per cent increases in unskilled labour wage hired for the oil palm development; and (viii) 10 per cent and 20 per cent reductions in adoption rates for sustainable livelihoods activities.

Benefits. Key benefits estimated in the analysis are increased incomes to smallholders and nucleus estate and increased incomes to rural population engaged in the income-generating activities. Other Project benefits are not quantified under the Financial Analysis and are briefly mentioned and discussed.

Prices. Inputs and outputs prices are 2025 prices. Prices are collected from KOPGT, OPUL, farmers, entrepreneurs, markets and district offices in Kalangala and Buvuma. FFB price estimated in January 2025 is estimated for the analysis.

³ 2025 financial prices.

Table A
Financial cash flow models

	A)	PRODUCTION						OTHER			
		Farm models' net incremental benefits (in '000 UGX)						Enterprise and marketing models' net incremental benefits (in '000 UGX)			
		OP Smallholder -Devt loan	OP Smallholder - Devt loan (drought: 30% less yields)	OP Smallholder - Spontaneous	OP Nucleus Estate	Food crops	Goats	Laundry services	Retail marketing- Living Goods	Groundnut Processing & Marketing	Retail marketing - cooking stoves
F I N A N C I A L A N A L Y S I S	PY1	(5 552)	(5 552)	(5 552)	(8 572)	988	(557)	(311)	(312)	(164)	2 174
	PY2	(1 557)	(1 557)	(1 557)	(1 711)	978	(388)	(311)	(312)	(164)	2 174
	PY3	(1 919)	(1 919)	(1 919)	(2 282)	978	611	(311)	(312)	(164)	2 174
	PY4	(393)	(653)	(393)	(511)	978	552	(311)	(312)	(164)	2 174
	PY5	346	(175)	346	811	978	399	(311)	(312)	(164)	2 174
	PY6	1 505	636	1 505	3 228	978	617	(311)	(312)	(164)	2 174
	PY7	2 229	1 142	2 229	3 979	978	617	(311)	(312)	(164)	2 174
	PY8	3 170	1 801	3 170	5 263	978	617	(311)	(312)	(164)	2 174
	PY9	4 449	2 697	4 449	8 274	978	617	(311)	(312)	(164)	2 174
	PY10	5 246	3 254	5 246	9 903	978	617	(311)	(312)	(164)	2 174
	PY11	6 042	3 812	6 042	10 446	978	617	(311)	(312)	(164)	2 174
	PY12	6 308	3 998	6 308	10 990	978	617	(311)	(312)	(164)	2 174
	PY13	6 573	4 184	6 573	10 990	978	617	(311)	(312)	(164)	2 174
	PY14	6 465	4 108	6 465	10 446	978	617	(311)	(312)	(164)	2 174
	PY15	6 465	4 108	6 465	10 446	978	617	(311)	(312)	(164)	2 174
	PY16	6 465	4 108	6 465	10 446	978	617	(311)	(312)	(164)	2 174
	PY17	5 958	3 753	5 958	9 410	978	617	(311)	(312)	(164)	2 174
	PY18	5 958	3 753	5 958	9 410	978	617	(311)	(312)	(164)	2 174
	PY19	5 704	3 575	5 704	8 373	978	617	(311)	(312)	(164)	2 174
	PY20	5 197	3 221	5 197	8 373	978	617	(311)	(312)	(164)	2 174
	PY21	4 884	3 001	4 884	6 941	978	617	(311)	(312)	(164)	2 174
	PY22	4 642	2 832	4 642	6 941	978	617	(311)	(312)	(164)	2 174
	PY23	4 401	2 663	4 401	6 447	978	617	(311)	(312)	(164)	2 174
	PY24	4 160	2 494	4 160	6 447	978	617	(311)	(312)	(164)	2 174
	PY25	3 435	1 987	3 435	6 447	978	617	(311)	(312)	(164)	2 174
NPV ('000 UGX)		16 657	6 602	16 657	30 678	8 887	3 518	283	431	2 821	1 775
NPV (USD)		4 415	1 750	4 415	8 131	2 355	932	75	114	748	470
FIRR (@10%)		22%	16%	22%	25%	n/a	47%	22%	28%	31%	143%

Table B
NOPP costs and logframe targets

B)		PROGRAMME COSTS AND INDICATORS FOR LOGFRAME						
TOTAL PROGRAMME COSTS (in million USD)				351	Base costs	181	PMU	6.3
Beneficiaries		300 044 people		60 009 Households	800 groups			13 066 enterprises
Cost per beneficiary		1 170 USD x person		5 850 USD x HH	Adoption rates			78%
Components and Cost (USD million)			Outcomes and Indicators					
<u>Oil Palm Devt</u>	308		Increased incomes from oil palm prod-n		Increased farmers annual average income in		102 366 755 USD 27 131	
<u>Sustainable Livelihood</u>	16.35013		Increased incomes from non OP farm and non-farm activities		Yield & production btw 55% and 100% increase			
<u>Oil Palm Sector Growth Framework</u>	136.339901		Create business environment		Setting up of 0 agro-processing enterprises			
TOTAL PROGRAMME COSTS (in million USD)			351					

Table C
Main assumptions and shadow prices

c)		MAIN ASSUMPTIONS & SHADOW PRICES ¹						
FINANCIAL	Output	Av. Incremental Yields (%)			Price (in UGX)		Input prices	
	Oil palm	100%			325			
	Sweet potato	55%			350			
	Maize	60%			1000			
	Beans	67%			100			
	Cassava	67%			100			
	Matoke	65%						
ECONOMIC	Official Exchange rate (OER)	3773			Discount rate (opportunity cost of capital)		10%	
	Shadow Exchange rate (SER)	3773			Social Discount rate		7%	
	Standard Conversion Factor	0.90			Output conversion factor		0.95	
	Labour Conversion factor \3	0.85-1.0			Input Conversion factor		0.9	

Footnote:

\1 Average prices for fertilizers used for OP

\2 Average prices for sweet potato, cassava, beans, matoke. Please refer to Attachment to Working Paper on Economic and Financial Analysis for details

\3 Labour conversion factor is 0.85 for unskilled labour hired for OP and 1 for skilled labour

Table D
Beneficiary adoption rates and phasing

D) BENEFICIARIES, ADOPTION RATES AND PHASING														Adoption rates	
	PY1	PY2	PY3	PY4	PY5	PY6	PY7	PY8	PY9	PY10	PY11	PY12	PY13	Total	
Oil palm	377	619	943	946	1 246	1 749	1 686	3 933	4 668	2 354	2 726	1 941	0	23 187	78%
Adjusted (adoption rate)	377	619	943	946	1 246	1 749	1 686	3 933	4 668	2 354	2 726	1 941	0	23 187	100%
Food crop production	308	461	788	1 256	1 569	1 994	1 635	981	392	0	1 650	1 650	1 650	14 334	
Adjusted (adoption rate)	215	323	552	879	1 098	1 396	1 145	687	275	0	1 155	1 155	1 155	10 034	70%
Commercial & marketing	395	592	1 011	1 610	2 013	2 858	2 097	1 258	503	0	2 110	2 110	2 110	18 666	
Adjusted (adoption rate)	276	414	707	1 127	1 409	2 001	1 468	881	352	0	1 477	1 477	1 477	13 066	70%
Livestock	82	123	210	335	418	532	436	262	105	0	440	440	440	3 822	
Adjusted (adoption rate)	57	86	147	234	293	372	305	183	73	0	308	308	308	2 676	70%
														60 009	

Table E
Economic cash

	NET INCREMENTAL BENEFITS					NET INCREMENTAL COSTS			Cash Flow ('000 UGX)
	Total Oil Palm Net Incremental Benefits ('000 UGX)	Total Agr.Intensificati on Net Incremental Benefits ('000 UGX)	Total Enterprise Net Incremental Benefits ('000 UGX)	Total Roads Net Incremental Benefits	Total Net Inc. Benefits	Economic Investment Costs ('000 UGX)	Economic recurrent Costs ('000 UGX)	Total Incremental Costs	
E C O N O M I C A N A L Y S I S	PY1	0	784 882	617 762	(5 611)	<u>1 397 033</u>	11 874 893	11 874 893	(16 082 824)
	PY2	(19 305 355)	1 962 206	1 544 404	(7 503)	<u>(15 806 247)</u>	63 608 526	63 608 526	(86 910 109)
	PY3	(36 080 036)	3 974 185	3 126 901	16 524	<u>(28 962 427)</u>	54 566 303	54 566 303	(67 021 697)
	PY4	(49 999 765)	33 230 953	5 647 646	43 219	<u>(11 077 948)</u>	61 264 635	61 264 635	(29 166 665)
	PY5	(47 161 693)	(86 363 839)	8 799 266	73 519	<u>(124 652 748)</u>	66 211 247	66 211 247	(117 418 703)
	PY6	(41 551 670)	(54 348 355)	13 257 617	85 935	<u>(82 556 473)</u>	59 498 678	59 498 678	(56 206 310)
	PY7	(21 065 587)	43 376 004	16 151 285	85 324	<u>38 547 026</u>	45 146 547	45 146 547	78 638 705
	PY8	(22 532 094)	389 873 614	17 894 238	84 169	<u>385 319 927</u>	12 794 248	12 794 248	456 610 521
	PY9	(23 773 450)	382 621 302	13 652 259	91 269	<u>372 591 381</u>	26 036 948	26 036 948	437 732 630
	PY10	(9 341 122)	260 577 353	10 500 639	92 740	<u>261 829 610</u>	70 779 354	70 779 354	283 697 333
	PY11	2 723 645	11 890 012	8 511 316	92 434	<u>23 217 407</u>	19 341 578	19 341 578	96 217 599
	PY12	29 036 872	11 928 299	9 367 512	94 482	<u>50 427 164</u>	164 453 585	164 453 585	(19 639 079)
	PY13	61 470 166			94 380	<u>61 564 546</u>	33 398 368	33 398 368	146 789 089
	PY14	85 910 150			94 380	<u>86 004 530</u>	<u>1 886 500</u>	1 886 500	178 403 602
	PY15	106 714 539			94 380	<u>106 808 919</u>	<u>1 886 500</u>	1 886 500	199 207 991
	PY16	124 387 362			94 380	<u>124 481 742</u>	<u>1 886 500</u>	1 886 500	216 880 814
	PY17	140 005 871			94 380	<u>140 100 251</u>	<u>1 886 500</u>	1 886 500	232 499 323
	PY18	151 963 151			94 380	<u>152 057 531</u>	<u>1 886 500</u>	1 886 500	244 456 603
	PY19	161 249 194			94 380	<u>161 343 574</u>	<u>1 886 500</u>	1 886 500	253 742 646
	PY20	166 873 321			94 380	<u>166 967 701</u>	<u>1 886 500</u>	1 886 500	259 366 774
	PY21	168 287 734			84 942	<u>168 372 676</u>	<u>1 886 500</u>	1 886 500	251 343 191
	PY22	165 585 605			75 504	<u>165 661 109</u>	<u>1 886 500</u>	1 886 500	239 203 067
	PY23	161 072 516			66 066	<u>161 138 582</u>	<u>1 886 500</u>	1 886 500	225 251 983
	PY24	154 255 873			61 347	<u>154 317 220</u>	<u>1 886 500</u>	1 886 500	213 716 342
	PY25	146 973 400			56 628	<u>147 030 028</u>	<u>1 886 500</u>	1 886 500	201 714 872
	PY26	139 674 017			56 628	<u>139 730 645</u>	<u>1 886 500</u>	1 886 500	194 415 488
	PY27	122 187 909			56 628	<u>122 244 537</u>	<u>1 886 500</u>	1 886 500	176 929 381
	PY28	100 774 727			56 628	<u>100 831 355</u>	<u>1 886 500</u>	1 886 500	155 516 199
	PY29	78 501 854			56 628	<u>78 558 482</u>	<u>1 886 500</u>	1 886 500	133 243 325
	PY30	64 531 383			56 628	<u>64 588 011</u>	<u>1 886 500</u>	1 886 500	119 272 854
	PY31	54 716 603			56 628	<u>54 773 230</u>	<u>1 886 500</u>	1 886 500	109 458 074
	PY32	48 831 158			56 628	<u>48 887 786</u>	<u>1 886 500</u>	1 886 500	103 572 629
NPV@ 10 % ('000 UGX)		864 144 894							
NPV@ 10 % ('000 USD)		229 034							
EIRR		31.91%							

Table F
Sensitivity analysis

F)		SENSITIVITY ANALYSIS (SA)			
		Δ%	Link with the risk matrix	IRR	NPV (USD M)
Base scenario				31.9%	229 034
Project benefits: OP yields	-10%	Combination of risks affecting output prices, yields and areas	30.7%	205 953	
Project benefits: OP yields	-20%		29.3%	182 873	
Programme costs	20%	Increase of construction material, input and labor prices	28.3%	209 856	
1 year lag in ben.		Risks affecting delays in OP devt, adoption rates and low implementation capacity	27.2%	198 292	
2 years lag in ben.			23.6%	170 277	
Output prices: FFB prices	-10%	Fluctuations in international CPO prices	31.2%	211 064	
Output prices: FFB prices	-20%		30.5%	193 094	
Input prices: Fertilizer	+20%	Market price fluctuations	30.2%	190 646	
Simultaneous reductions both in FFB prices and FFB yields	+20%		30.2%	190 646	
Unskilled OP labour wage	+20%		31.6%	226 586	
Adoption rates	-10%	Extension service outreach is limited, low uptake of good practices, vaccination uptake is low, epidemic diseases, failure to access finance	29.1%	177 949	
Adoption rates	-20%		28.7%	203 641	